



**Répondre aux besoins en services  
énergétiques modernes:  
au cœur des politiques énergétiques et  
programmes de développement**

**Maryse Labriet**

Représentante HELIO International

8<sup>ème</sup> atelier annuel du Réseau Climat & Développement  
Lomé, Togo, 28 avril-1<sup>er</sup> mai 2014

Renforcer les capacités de plaidoyer de la société civile  
francophone pour un meilleur accès aux énergies renouvelables  
et l'efficacité énergétique en Afrique

# HELIO International

- **Réseau mondial d'experts** dans le domaine de l'énergie et du développement.
- Identifier, évaluer, mesurer, suivre les **systemes et politiques** énergétiques.
- Développer **des outils et des méthodologies** pour aider les décideurs dans la mise en œuvre de politiques énergétiques viables
- Exemples:
  - **TIPEE** (Traitement de l'information pour les politiques énergétiques et l'écodéveloppement)
  - **VEDA** (Voie Énergétique Douce Autonome)

# Trois réflexions principales

1. Ne pas oublier la **cuisson**
2. Planifier en tenant compte des **impacts des changements climatiques** sur la production et la demande d'énergie
3. Diriger le système énergétique par les **besoins en services énergétiques**



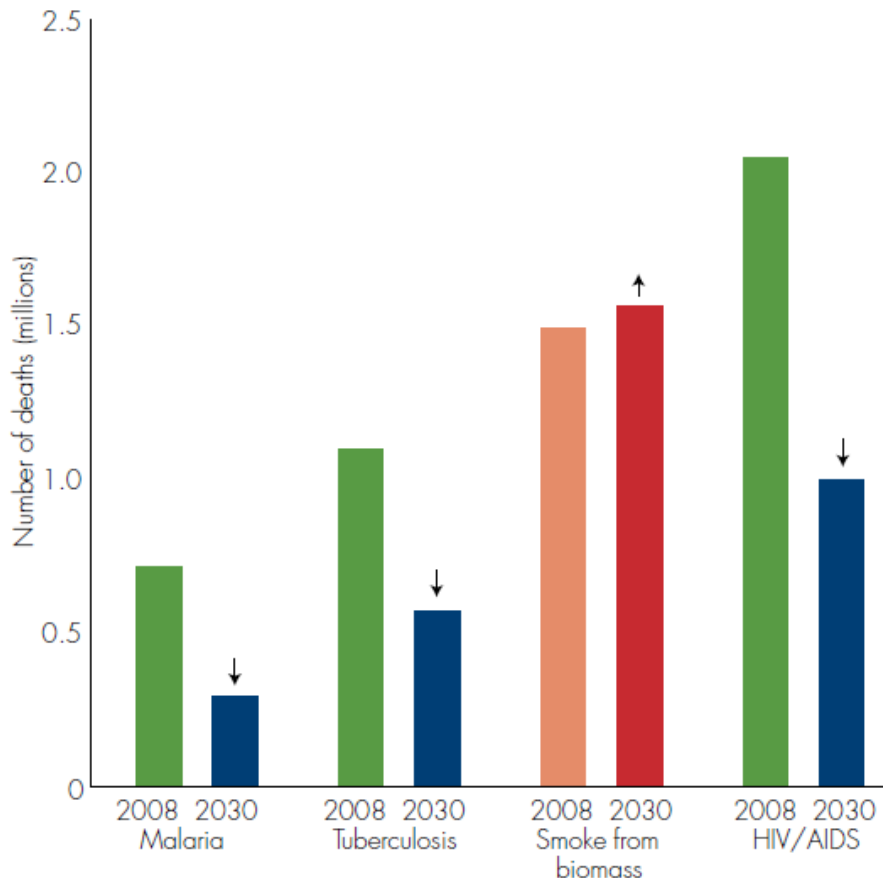
Énergies **renouvelables et efficacité énergétique**



Financements SE4ALL?

# Réflexion 1. La cuisson propre: un enjeu de santé publique

Premature Annual Deaths from  
Cookstove Smoke and Other  
Selected Diseases\*



Source: World Energy Outlook 2011, International Energy Agency

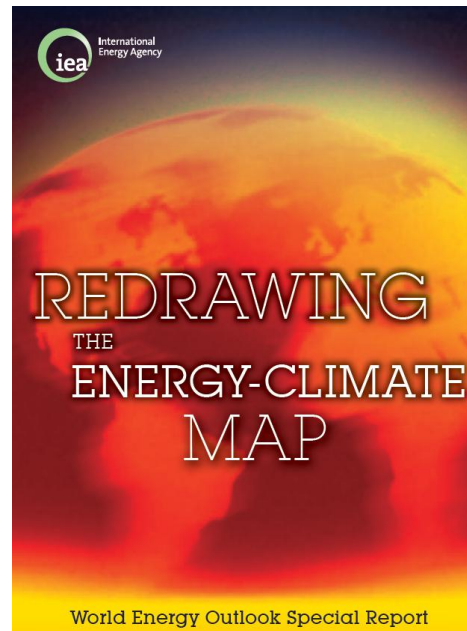
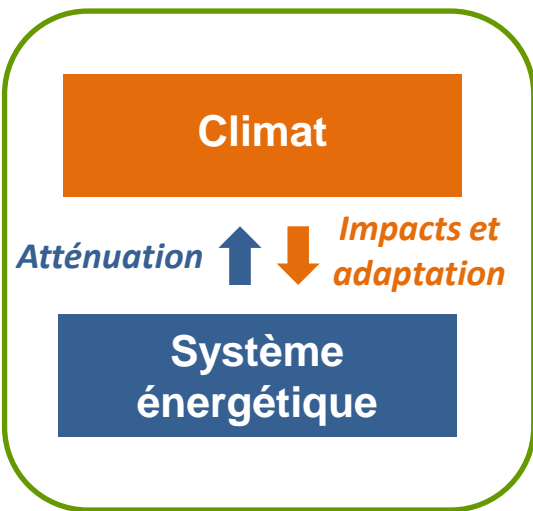
**OMS (mars 2014):** 4.3 millions de morts prématurées dues à la pollution de l'air intérieur en 2012  
<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-pollution/en/>

En plus de tous les autres enjeux – économiques, genre, temps de collecte, déforestation, etc.

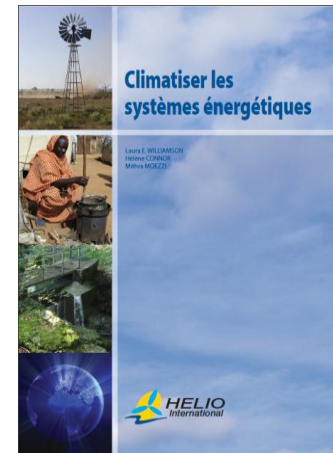


**Au cœur des enjeux  
d'efficacité énergétique et  
énergie renouvelable  
+ services énergétiques intégrés**

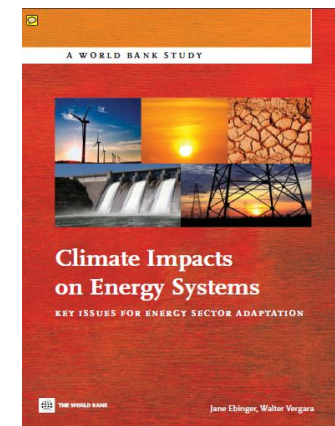
# Réflexion 2. La résilience climatique, au cœur des décisions énergétiques



[http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO\\_Special\\_Report\\_2013\\_Redrawing\\_the\\_Energy\\_Climate\\_Map.pdf](http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO_Special_Report_2013_Redrawing_the_Energy_Climate_Map.pdf)



[http://www.helio-international.org/uploads/Global%20Report\\_Fr.pdf](http://www.helio-international.org/uploads/Global%20Report_Fr.pdf)



<http://go.worldbank.org/1GF5GF9RD0>

# Exemples de vulnérabilité

- ❑ **Besoins en eau** pour le refroidissement des centrales
- ❑ **Variabilité** de la production hydroélectrique
- ❑ Vulnérabilité de la ressource **bois-énergie**
- ❑ **Réseau de transport** d'électricité soumis aux événements climatiques extrêmes
- ❑ Installations localisées en **zones inondables**
- ❑ Augmentation de la demande de **climatisation** (mal-adaptation)
- ❑ **Gestion de la pointe** plus complexe
- ❑ **Solaire et éolien**: impacts incertains, mais durée de vie utile suffisamment courte pour qu'il y ait adaptation technologique



Diversification des sources, énergies renouvelables (en tenant compte de leur vulnérabilité potentielle), économies d'énergie font partie du portfolio des mesures d'adaptation/atténuation

# Réflexion 3.

## Les besoins en services énergétiques

L'énergie au centre du  
développement  
économique et social

**Usages domestiques:** se chauffer/refroidir, éclairer, pomper l'eau, regarder la TV, communiquer par internet, etc.

**Usages sociocommunautaires:** éclairage public, éclairage et ordinateurs pour écoles, éclairage, réfrigération, équipement médical pour centres de santé, etc.

**Usages productifs:** équipements pour artisanat, agriculture, industries, etc.

(et **Transport**)

*Ce n'est pas nouveau!*

**Livre Blanc de la CEDEAO** pour une politique régionale sur l'accès aux services énergétiques en zones périurbaines et rurales

**OMD et objectifs post-2015:** l'énergie est partout. Focus spécial sur les OMD 2, 4 et 5 / éducation et santé

# Et pourtant

## Étude PNUD (2011)

- Au Togo, seules 8.7% des installations sanitaires ont accès aux services énergétiques modernes.
- 80% des lycées en milieu urbain sont électrifiés, pour seulement 24% en milieu rural.
- Les écoles primaires sont électrifiées respectivement à 10% et 2,5%.
- Le réseau national n'atteint et ne satisfait pas ces services.



Proposition et estimation des coûts d'accès aux services énergétiques électrifié aux écoles et dispensaires à partir du solaire photovoltaïque, pour atteindre les objectifs des OMD



# Services énergétiques modernes: l'importance de la complémentarité

## Étude GIZ/ESMAP (2013 [www.produse.org](http://www.produse.org)), et autres réflexions

- Liens non systématiquement observés entre l'électrification rurale et les résultats développementaux attendus des usages productifs (performance des entreprises, volume d'activité, lutte contre la pauvreté, emplois). Besoin de plus de temps, en comparaison à d'autres investissements (ex. routes)
- Plus grande visibilité des impacts des usages non-productifs (éclairage notamment), changements plus drastiques.
- Mais éviter la dynamique « *Pauvres sans accès aux SEM => Pauvres avec accès aux SEM* »



Accompagnement de l'accès aux services énergétiques modernes par des mesures de développement (éducation, soutien à la création d'entreprises, développement de marché)

# Des pistes en cours (HELIO)

Outil de veille **TIPEE**  
(24 indicateurs)

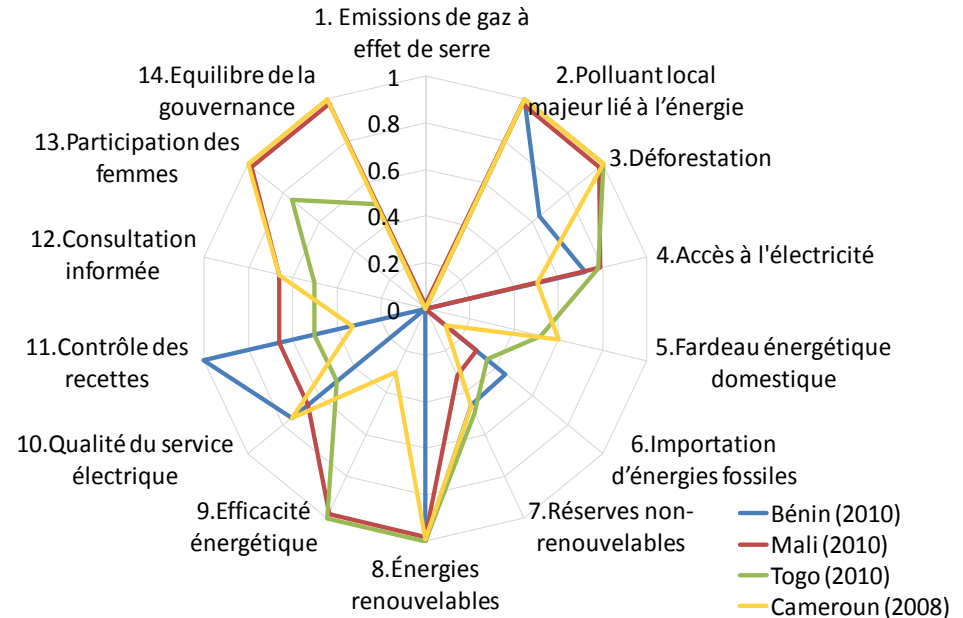


*Préparer le terrain*



Démarche de planification  
énergétique **VEDA**  
(Voie Énergétique Douce  
Autonome)

[www.helio-international.org](http://www.helio-international.org)



Satisfaire les besoins en services énergétiques

Futur souhaité par les populations

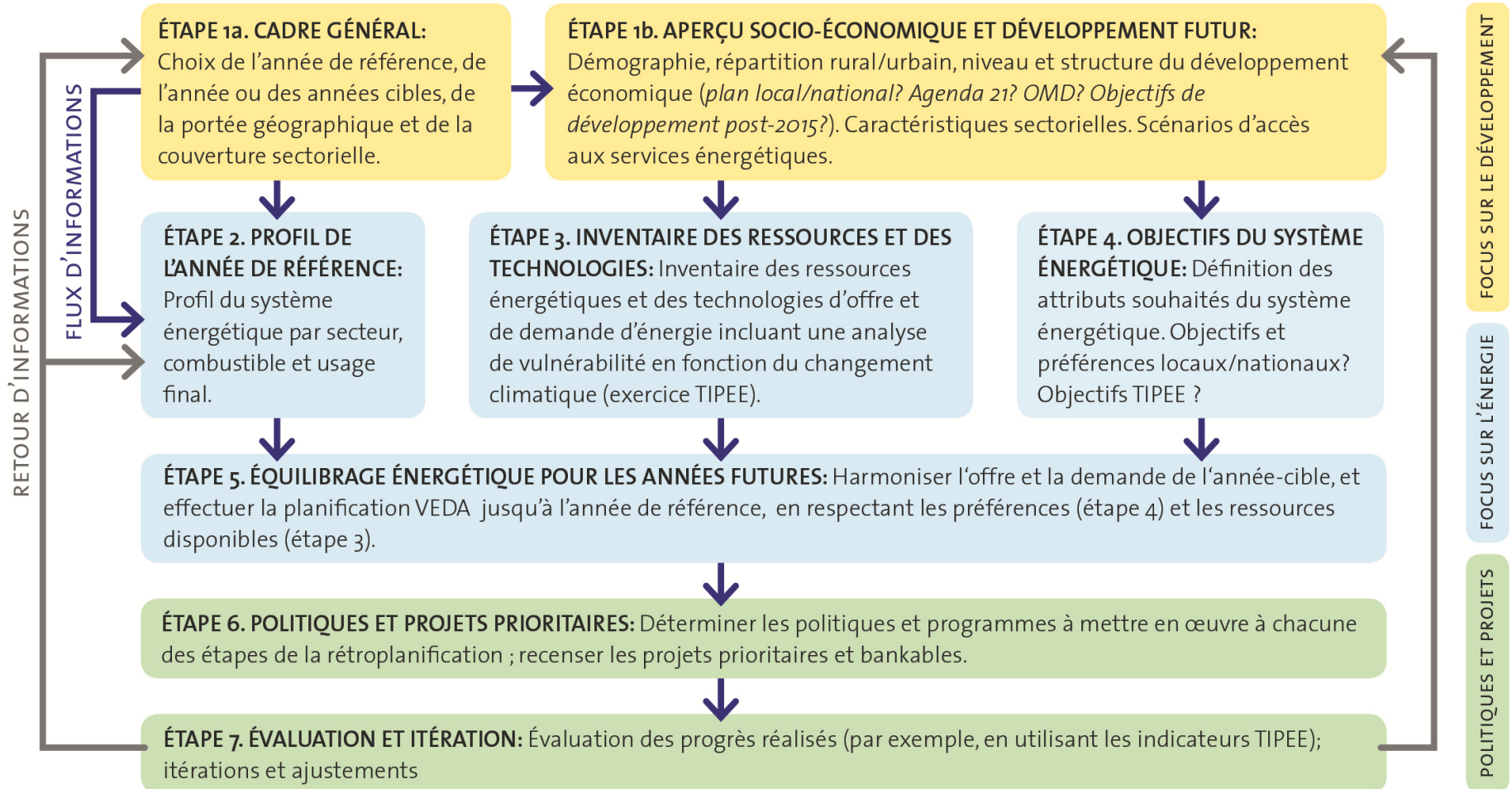
Profilier technologies et système énergétiques (renouvelables, diversifiées, flexibles, décentralisées, résilientes)

Gouvernance participative (7 familles d'acteurs)

Approche en 7 étapes en cours d'exploration au Togo

# VEDA: Sept étapes

## Une démarche en 7 étapes.



# VEDA: Sept familles

<p><b>Organismes publics.</b></p> <p>Les institutions publiques définissent et mettent en œuvre la politique énergétique et des politiques sectorielles, réglementation et régulation, maîtrise d'ouvrage. Elles couvrent plusieurs niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Supranational</i> : Communauté économique, pool énergétique</li> <li>• <i>National centralisé</i> : Ensemble des ministères, agences publiques, services centraux et services déconcentrés, commission de régulation, etc., y compris les services sectoriels (santé, éducation, agriculture, industrie, aménagement du territoire, etc.)</li> <li>• <i>National décentralisé</i> : Ensemble des collectivités locales, nommées ou élues (régions, communes)</li> </ul>	<p><b>Prestataires intervenant dans la mise en œuvre des filières énergétiques.</b></p> <p>Entreprises ou ONG assurant des fonctions de maîtrise d'œuvre de programmes : fourniture de services (conception, gestion, entretien, services juridiques, études économiques, opérateurs de services énergétiques, transport, etc.), fourniture d'équipements, production d'énergie lorsque cette production n'est pas le fait d'un opérateur énergétique</p> <p>Par exemple : bureau d'étude, équipementiers, assembleur, particulier produisant de l'électricité revendue à un opérateur énergétique, opérateur de service énergétique.</p>		<p><b>Opérateurs énergétiques.</b></p> <p>Entreprises publiques ou privées, assurant la fourniture d'énergie finale : compagnies d'électricité, sociétés pétrolières, distributeurs d'énergie, coopératives de producteurs ou de transporteurs de charbon de bois, etc.</p>
<p><b>Utilisateurs et bénéficiaires (industriels, ménages, agriculteurs).</b></p> <p>Personnes physiques et personnes morales utilisateurs de services énergétiques.</p> <p>Ce sont les clients des opérateurs énergétiques et des opérateurs de services énergétiques. Ils peuvent être aussi producteurs d'énergie.</p>	<p><b>Prestataires de services financiers.</b></p> <p>Ensemble des banques et établissements de crédit et micro-crédit offrant localement un appui financier aux maîtres d'ouvrage, opérateurs, entreprises et ménages.</p>	<p><b>Médiateurs.</b></p> <p>Tout acteur indirectement concerné par le service à fournir, issu notamment de la société civile, assurant un rôle de "catalyseur" : organismes de recherche et de normalisation, universitaires, ONG, associations de consommateurs, journalistes, syndicats, etc.</p>	<p><b>Bailleurs internationaux</b></p> <p>Les institutions financières internationales (IFI) sont des acteurs directs de la mise en place des programmes énergétiques qui visent explicitement à réduire la pauvreté. Ce sont des bailleurs multilatéraux et bilatéraux.</p>

# Quelques directions

- Importance de l'efficacité et de l'analyse socio-économique sur la **filière énergétique complète**, production, transformation et consommation comprises
- **Adapter les politiques publiques** pour y intégrer les services énergétiques modernes, et pour proposer un cadre institutionnel adapté aux mini-réseaux et connexions potentielles avec le réseau central (conditions de rachat de l'électricité)
- Mobiliser les **ministères de l'éducation, de la santé**, ils doivent exiger l'accès aux SEM !

# Quelques directions

- Ne pas cloisonner, au contraire, offrir des « paquets » de services qui se renforcent mutuellement :
  - Notion de **services énergétique intégrés** cuisson/électricité (nombreux facteurs de succès en commun)
  - **Multi-usages** domestiques, socio-communautaires, productifs
  - Les projets et programmes d'énergie appuient, ne remplacent pas, les **programmes de développement socio-économique**
- Documenter, à travers les projets de terrain, **les bénéfices que procure l'accès aux SEM** (étude avant/après, monitoring et évaluation)

# En matière de financement

- Saisir l'opportunité de la **Facilité d'Assistance technique de l'UE pour l'Initiative SE4ALL**.
- 20 millions euros sur 4 ans pour l'Afrique de l'ouest et centrale.
- Les autorités des pays d'Afrique établissent des requêtes aux Délégations locales de l'Union Européenne (DUE) => requêtes remontent à Bruxelles => consortium en place pour chaque région => consultants (internationaux et locaux) chargés de mener l'étude.
- Processus d'évaluation des projets semble rapide.
- Guère d'info publique, importance des « relations » entre décideurs locaux et DUE?
- Ne pas laisser les ministères africains ni les consultants européens issus de l' « offre » de l'énergie monopoliser les études.

# En matière de financement

- Constituer au sein du RC&D un **forum d'échange** d'informations coordonné par le Secrétariat?
- **Se mobiliser** pour:
  - Identifier le cheminement des requêtes au niveau local : urgence de contacter la Délégation locale de l'UE qui détient le "mode d'emploi" et par laquelle passent toutes les requêtes.
  - Enquêtant auprès des ministères (énergie, environnement) pour savoir si des requêtes sont en cours et par qui elles sont préparées.
  - Définir l'éligibilité du demandeur (ministère, collectivité territoriale, institutions internationales, bailleurs, ONG...).
  - Préparer dès maintenant des pré-requêtes et "tester" auprès des DUE et du consortium leur éligibilité (contenu et nature du demandeur).



# Merci!

[maryse.labriet@helio-international.org](mailto:maryse.labriet@helio-international.org)

Participation possible grâce à l'appui de  
l'Alliance pour le Climat et le Développement  
(Climate Development Knowledge Network)  
dans le cadre du projet EERA  
(Energie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique)